

Informations sur : <https://droit-obsolence.sciencesconf.org/>

 **Le Mans Université**

Plan du campus du Mans



L'État français a un véritable savoir-faire multi-séculaire pour développer son économie. Celui-ci l'a conduit au tournant des années 1980 à mobiliser tous les leviers à sa disposition pour stimuler sa croissance, en intégrant le marché national dans les flux du marché unique et de la mondialisation.

Telle qu'elle a été conçue, cette dernière n'a toutefois pas suffisamment pris en compte les dangers du changement climatique à en croire certains rapports de l'ONU. Or, son coût économique devrait s'aggraver selon le GIEC si rien n'est fait pour atteindre la neutralité carbone en 2050.

Sur la durée le droit (public) économique tel qu'il a été conçu depuis les années 1980 pourrait ainsi se retourner contre lui-même et produire le contraire de ce qu'il devait faire, en devenant un handicap au bon fonctionnement de ce marché qu'il a pour finalité de promouvoir.

C'est pourquoi il semble destiné à être frappé d'obsolescence programmée et devoir faire sa mue en autre chose. Mais l'idée d'un droit public économique durable n'est-elle pas antithétique dans ses termes ?

Ce sont à ces questions que vous invitent à répondre ce colloque organisé en partenariat avec la chaire neutralité carbone 2040 de l'Université du Mans et l'Institut Universitaire de France, à partir d'une analyse prospective des évolutions du droit positif.

Ce colloque donne droit à la production d'une attestation valant pour 8 heures de formation obligatoire pour une journée et 13,5 heures pour deux jours



28 & 29 SEPTEMBRE 2023

9h - 18h30

9h30 - 16h30

**Le droit (public) économique,
un droit à l'obsolescence
programmée ?**

Sous le haut patronage de l'Institut Universitaire de France

AMPHITHÉÂTRE MERCURE
**FACULTÉ DE DROIT, SCIENCES ÉCONOMIQUES
& DE GESTION**
LE MANS UNIVERSITÉ

Sous la direction scientifique de :
Fabien BOTTINI, Professeur de droit public,
Le Mans Université

 **Themis-UM**
Laboratoire de Droit
Le Mans Université

 **institut
universitaire
de France**

 **2040**
Chaire Neutralité Carbone
Le Mans Université

 **Faculté de Droit,
Sciences économiques
& de gestion**
Le Mans Université

Le droit (public) économique, un droit à l'obsolescence programmée ?

Sous le haut patronage de l' *Institut Universitaire de France*

Jeudi 28 septembre 2023

8h30 : Café d'accueil

9h00 : Accueil

par Pierre-Louis BOYER, Doyen de la *faculté de Droit, Sciences économiques et de Gestion*
Le Mans Université

Allocution d'ouverture

par Jean ARTHUIS, Ancien ministre

Sous la présidence de Fabien BOTTINI, Professeur de Droit public
Le Mans Université,
Membre de l'Institut Universitaire de France

Les privilèges économiques sous l'Ancien Régime : l'exemple des provinces du Nord
par Cédric GLINEUR, Professeur d' Histoire du droit - *Université de Picardie Jules Verne*

Le droit de la transition numérique : atout ou handicap pour la transition écologique?
par Lucien CASTEX, Co-responsable du groupe de recherche *Gouvernance et régulation d'Internet*

La planification écologique comme symptôme de la transformation du droit public économique
par Aurore LAGET-ANNAMAYER, Professeure de Droit public - *Université Paris Dauphine-PSL*

Discussion avec la salle

11h : Pause

Sous la présidence de Michel BOUVIER, Professeur de droit public
Université Paris I Panthéon-Sorbonne,
Président de la FONDAFIP

L'éco-conditionnalité des aides publiques économiques
par Denis JOUVE, Professeur de Droit public - *Université de Reims Champagne-Ardenne*

Les aides d'État à l'énergie renouvelable
par Arnaud SÉE, Professeur de Droit public - *Université Paris Nanterre*

La responsabilité sociale et environnementale dans les entreprises à participation publique : exemplarité ou greenwashing ?
par Sébastien BERNARD, Professeur de Droit public - *Université Grenoble - Alpes*

12h30 - 14h : Déjeuner

Sous la présidence de Élodie CRETEAU, Maître de conférences en Histoire du droit - Université d'Angers

L'évaluation des politiques publiques en matière de transition écologique
par Marine MICHINEAU, Maître de conférences en Droit privé - *Université Paris Nanterre*

L'impératif du développement durable dans le nouveau droit africain des investissements
par Alioune SALL, Professeur de Droit public- *Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)*, membre de la Commission de droit International de l'ONU

Le droit international économique à l'épreuve des limites planétaires
par Sabrina ROBERT, Professeure de Droit public - *Nantes Université*

L'OMC face à l'*Inflation reduction Act*
par Steve CHARNOVITZ, Professeur - *Université Georges Washington (Washington DC)*

16h45 : Pause

Sous la présidence de Jacques PETIT, Professeur de droit public
Université de Rennes

Les Cours de Luxembourg : Quel dialogue ?
Francis DELAPORTE, Président de la *Cour administrative du Luxembourg*

L'accompagnement de l'utilisateur comme paradigme de l'action publique
par David CHARBONNEL, Maître de conférences en Droit public - *Université de Limoges*

L'installation d'un terminal méthanier flottant sur le site portuaire du Havre, symbole des limites d'un droit public économique durable ?
Maxime CHARITÉ, Maître de conférences en Droit public - *Université Le Havre Normandie*

**Le droit (public) économique,
un droit à l'obsolescence programmée ?**

Vendredi 29 septembre 2023

9h : Café d'accueil

Sous la présidence de Jean-Baptiste PIERCHON,
Maître de conférences en Histoire du droit
Le Mans Université

La justice climatique saisie par le droit européen
par Aurélie LAURENT, Maître de conférences en Droit public - *Le Mans Université*

Les règles fondatrices du droit de l'UE à l'épreuve du concept d'économie sociale de marché ?
par Laurence POTVIN-SOLIS, Professeure de Droit public - *Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne*

Le juge constitutionnel, acteur du développement d'un droit (public) économique plus durable ?
par Alexis LE QUINIO, Professeur de Droit public- *Université de Limoges*

Discussion avec la salle

11h : Pause

Sous la présidence de Ioannis MICHALIS, Professeur de droit public
Le Mans Université

Les transformations de l'intérêt à agir et de l'intérêt à intervenir devant le juge administratif face aux transitions
par Manon DECAUX, Doctorante en droit public - *Le Mans Université*

L'office du juge administratif, levier de sa contribution à un droit public économique durable
par Maxime LEI, Maître de conférences en Droit public - *Le Mans Université*

Le droit des assurances agricoles, un frein à la transition écologique?

- Rodolphe BIGOT, Maître de conférences en Droit public- *Le Mans Université*
- Amandine CAYOL, Maître de conférences en Droit privé - *Université de Caen*
- Martial PHÉLIPPÉ-GUINVARC'H, Maître de conférences en Sciences économiques et actuaire - *Le Mans Université*

Discussion avec la salle

12h30 - 14h30 : Déjeuner

**Le droit (public) économique,
un droit à l'obsolescence programmée ?**

Vendredi 29 septembre 2023

Sous la présidence de Sébastien GOUHIER, Maître de conférences en Droit public
Le Mans Université

Les contrats publics responsables
par Frédéric ALLAIRE, Professeur de Droit public- *Nantes Université*

L'économie circulaire en droit de la commande publique
par Véronique COQ, Maître de conférences en Droit public - *Université Sorbonne Paris Nord*

La compliance et le droit souple comme nouveaux vecteurs d'un achat public vertueux
par Mathias AMILHAT, Maître de conférences en Droit public - *Université Toulouse Capitole*

Les représentants d'intérêts comme obstacle à la conversion du droit public économique en droit public économique
par Jean-François KERLEO, Professeur de Droit public - *Université d'Aix-Marseille*,
membre de l'*Institut Universitaire de France*

Discussion avec la salle

Propos conclusifs

Clôture du colloque